

Brochure n° 3156

Convention collective nationale

IDCC : 2149. – **ACTIVITÉS DU DÉCHET**

AVENANT N° 31 DU 30 NOVEMBRE 2009
RELATIF AU FONDS PARITAIRE DE SÉCURISATION
DES PARCOURS PROFESSIONNELS

NOR : *ASET1050238M*

IDCC : *2149*

PRÉAMBULE

Dans la perspective de développer la formation des demandeurs d'emploi et des salariés les moins qualifiés, l'accord national interprofessionnel du 7 janvier 2009 et la loi du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie prévoient la création d'un fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels.

Ces textes prévoient de financer ce fonds par une nouvelle contribution assise sur les participations obligatoires des employeurs dues au titre du congé individuel de formation, du plan de formation et de la professionnalisation.

Sa répartition au titre du plan de formation et de la professionnalisation peut être définie par un accord de branche.

Les partenaires sociaux se sont donc réunis afin de conclure un tel accord.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique sans réserve à l'ensemble des entreprises relevant du champ d'application défini par l'article 1.1 de la convention collective nationale des activités du déchet.

Article 2

Répartition de la contribution

La contribution des entreprises sur la participation à la formation professionnelle continue sera imputée respectivement à hauteur de :

- 50 % au titre du plan de formation ;
- 50 % au titre de la professionnalisation.

Article 3

Accord formation

Afin de renforcer les aspects qualitatifs de la formation, les parties s'engagent également à réétudier, dès janvier 2010, les dispositions de l'accord de formation professionnelle de la branche. Dans cette perspective, une attention toute particulière sera portée notamment sur l'utilisation des fonds, sur l'élaboration d'indicateurs de suivi et sur la révision des critères d'accès à certains dispositifs.

Article 4

Durée

Le présent accord, qui est conclu pour une durée déterminée, viendra à échéance le 31 décembre 2011.

Il est annexé à la convention collective nationale des activités du déchet.

Il ne pourra être reconduit par tacite reconduction.

Article 5

Entrée en vigueur

Les dispositions du présent accord entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Article 6

Révision

Toute demande de révision doit être portée à la connaissance des autres parties signataires par lettre recommandée avec avis de réception et être accompagnée d'un projet.

Les négociations débiteront le plus rapidement possible, et au plus tard dans un délai maximum de 2 mois après la date de réception de la demande de révision.

Article 7

Dépôt et publicité

Le présent accord sera, conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives.

Il fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions définies par les articles L. 2231-7 et D. 2231-2 du code du travail. Il fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2261-24 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 30 novembre 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Syndicat national des activités du déchet (SNAD).

Syndicats de salariés :

Fédération nationale des syndicats de transports CGT ;

Fédération nationale des transports CGT-FO ;

Syndicat national des activités du transport et du transit CFE-CGC.